Institut de Géoarchitecture

Université de Bretagne occidentale, Brest

Rapport du GIEC, informations sur des inondations ici, sur des incendies là, sur des épisodes de sécheresse ailleurs... Toutes ces informations nous parviennent comme autant de signaux des risques, des chocs graves qui nous attendent!

Le climat change, les ressources s'épuisent, les crises se multiplient, les inégalités entre humains augmentent... Et il en ressort une sourde inquiétude sur une crise globale et sur nos capacités à la dépasser.

Bien sûr, cette crise trouve une expression différente selon les territoires. Elle se traduit par une crise hydrique dans certaines régions, dans d'autres, elle favorise l'apparition d'ilots de chaleur, dans d'autres encore, c'est l'érosion des sols qui devient le problème majeur. Les saisons changent, les paysages.

Mais dans tous les cas, les difficultés qui apparaissent ont pour cause principale l'intervention humaine, soit par l'accumulation des prélèvements, soit par l'artificialisation des sols et l'éloignement des humains de la nature et de ses espaces. Déjà, 75% de la surface terrestre est altérée par l'activité humaine, et faune et flore se trouvent reléguées dans des espaces de plus en plus restreints. Depuis 1990, 420 millions d'hectares de forêts ont disparu.

Bien sûr, une grande part de ces destructions a fait place à des activités agricoles. Mais il ne faut pas négliger le rôle majeur que joue l'urbanisation... En effet, une part croissante de la population mondiale, quel que soit le continent, est installé dans des espaces que l'on peut qualifier d'urbanisé... Nous n'allons pas ici entamer l'exégèse du concept de ville. Disons simplement que nos sociétés se développent dans des espaces de plus en plus artificialisés qui ont laissé très peu de place à la nature, aux plantes, aux animaux... Et même très peu de place à l'eau! Quelques exemples en France: à Paris, la surface artificialisée, cumulant voirie, bâti (toits, bâtiments) représente environ 80% de la surface de la ville tandis que 20% est végétalisée; à Nantes, la part imperméable n'est plus que de 50% environ...

Les formes même de notre activité économique renforcent ce processus de destruction. En effet, les ressources naturelles sont trop souvent considérées comme des ressources libres qui appartiennent de fait à celui qui s'en empare en premier. Le sentier de croissance que nous avons emprunté a dilapidé nos richesses naturelles.

Qualifier ces ressources de bien commun reste un euphémisme et l'affirmation reste vaine tant qu'elle ne permet pas une véritable gestion en commun qui concilie à la fois la préservation de la nature et le développement équilibré des populations.

Or, nous sommes aujourd'hui dans une situation d'urgence. Nous devons agir rapidement. Les derniers travaux du GIEC nous y encouragent, avec insistance. Le programme de développement durable à l'horizon 2030, préparé par les Nations Unies, insiste également pour mettre plus de nature en ville.

Les motivations sont de plusieurs ordres :

- aménager un cadre de vie qui donne accès à des espaces naturels, verts pour toutes et tous, en particulier les familles et les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées...
 Je ne reviens pas ici sur l'augmentation des besoins, en raison de la croissance de villes, particulièrement en Afrique.
- Renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat; les espaces naturels sont en effet les puits de carbone qui seront indispensables pour limiter les effets des changements de climat...

En quelques minutes, il s'agit bien entendu de poser de grands principes et de donner quelques jalons...

- limiter la transformation des espaces naturels et même, autant que possible renverser la tendance;
- conserver, mobiliser, entretenir et même développer les forêts en ville... Et plus largement permettre que les espaces occupés et aménagés par les humains ne séparent plus si évidemment espaces bâtis et espaces de nature; Ce sont à la fois des espaces de vie, des ressources qu'il faut pouvoir maintenir, des instruments locaux mais aussi globaux pour le climat...
 - o Ce sont des forêts au cœur des villes qui font poumons pour l'agglomération ;
 - Ce sont des ceintures vertes pour lutter contre l'assèchement...
 - C'est une croissance des villes qui va se poursuivre, mais qui doit intégrer systématiquement une place à la nature, une attention à ne pas imperméabiliser... à maintenir des espaces de culture et d'agriculture au sein des espaces urbains, au plus près des forêts...

Le propos ne concerne pas seulement les responsables des villes et leurs services, mais doit concerner toute la population, à son échelle, dans son contexte... Elle doit concerner les exploitants... Car le sujet concerne tout à la fois les acteurs locaux et globaux.

En d'autres termes, et pour conclure, avant de vous laisser entendre des expériences concrètes, je vais en synthèse souligner quelques points :

- insister sur la place qu'il faut retrouver, maintenir, renforcer aux forêts et aux espaces naturels ;
- faire en sorte que ce ne soit pas seulement une mise sous cloche, une sanctuarisation mais bien une ressource vivante, qui participe au développement par la mise en place d'une économie circulaire...
- enfin, veiller aux mécanismes de gouvernance qui permettent d'envisager les forêts dans toutes leurs dimensions : richesse locale, instrument global de lutte contre la crise climatique...
 - Gérer cette ressource est une activité utile pour la planète et une question qui doit mobiliser toute la communauté internationale... Comment soutenir, comment peutêtre imaginer que le coût de la gestion et de l'entretien soit porté à l'échelle internationale?
 - Comment aider à empêcher les prédations à des fins industrielles qui détruisent à court terme la ressource ?

Si les problèmes sont globaux, les solutions sont multiples, adaptées aux contextes locaux et sans doute n'existent pas toutes encore aujourd'hui... Il faudra bien faire appel à l'imagination !!!